



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

**ARRÊTÉ DU 25 AVRIL 2022 ABROGEANT L'ARRÊTÉ N° 2022-IA-14 DU 19 MARS 2022
DETERMINANT UN PERIMETRE REGLEMENTE SUITE A UNE DECLARATION
D'INFECTION D'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGENE ET L'ARRÊTÉ DU 15
AVRIL 2022 MODIFIANT L'ARRÊTÉ N° 2022-IA-14 DU 19 MARS 2022
DETERMINANT UN PERIMETRE REGLEMENTE SUITE A UNE DECLARATION
D'INFECTION D'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGENE**

Le Préfet d'Ille-et-Vilaine
Préfet de la région Bretagne

VU le Règlement (CE) 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

VU le Règlement (CE) 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) 1774/2002 ;

VU le Règlement (UE) 2016/429 du Parlement Européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;

VU le Règlement (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;

VU le Règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L201-1 à L201-13 et L221-1 à L221-9, L223-1 à L 223-8, R223-3 à R223-12, D223-22-2 à D223-22-17

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret N° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du 28 octobre 2020 nommant M. Emmanuel BERTHIER, Préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2021 portant nomination de M. Christian JARDIN directeur départemental de la protection des populations ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 2021 portant délégation de signature à M. Christian JARDIN directeur départemental de la protection des populations ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2021 portant délégation de signature du directeur départemental de la protection des populations ;

VU l'arrêté du 30 mars 2001 fixant les modalités de l'estimation des animaux abattus et des denrées et produits détruits sur ordre de l'administration ;

VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 2001 établissant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires : maladie de Newcastle et influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 18 janvier 2008 fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

VU l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;

VU l'arrêté du 4 novembre 2021 qualifiant le niveau de risque en matière d'influenza aviaire hautement pathogène ;

VU l'instruction technique DGAL/SDPAL/2021-148 du 25/02/2021 : Influenza aviaire – Mesures applicables à la suite de la confirmation d'un foyer IAHP dans un établissement ;

VU l'instruction technique DGAL/SDSSA/2022-116 du 07/02/2022: Gestion des denrées d'origine animale à la suite de la confirmation d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-IA-13 portant déclaration d'infection d'Influenza aviaire ;

CONSIDÉRANT que les opérations préliminaires de désinfection du foyer confirmé ont été réalisées le 20 mars 2022 soit depuis plus de 30 jours ;

CONSIDÉRANT que les contrôles effectués le 20 avril 2022 ont permis de valider l'efficacité des premières opérations de nettoyage et de désinfection achevées le 19 avril 2022 dans l'élevage faisant l'objet de l'arrêté préfectoral n° 2022-IA-13;

CONSIDÉRANT que le programme de surveillance des élevages commerciaux de la zone de surveillance établi conformément à l'instruction technique DGAL/SDPAL/2021-148 du 25/02/2021 sus-visée a été appliqué et que les résultats des visites vétérinaires et des analyses de laboratoire sont favorables ;

Sur proposition du Directeur Départemental de la Protection des Populations ;

A R R E T E

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral n° 2022-IA-14 en date du 19 mars 2022 déterminant un périmètre réglementé suite à une déclaration d'infection d'influenza aviaire hautement pathogène et l'arrêté en date du 15 avril 2022 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2022-IA-14 en date du 19 mars 2022 sont abrogés.

Article 2 :

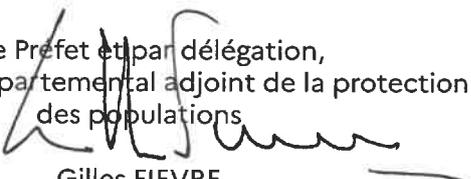
Le présent arrêté est susceptible de recours auprès du tribunal administratif de Rennes sous un délai de deux mois à compter de sa publication. Une requête dématérialisée peut également être proposée sur le site www.telerecours.fr

Article 3 :

Le Secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, les maires des communes citées en annexe, les vétérinaires sanitaires sont responsables, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Morbihan

Fait à Rennes, le 25 avril 2022

P/Le Préfet et par délégation,
le directeur départemental adjoint de la protection
des populations


Gilles FIEVRE

Annexe : Communes concernées par l'abrogation de l'arrêté préfectoral n° 2022-IA-14 en date du 19 mars 2022 et de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2022 modificatif

35002	AMANLIS
35028	BOISTRUDAN
35030	LA BOSSE-DE-BRETAGNE
35041	BRIE
35054	CHANTELOUP
35069	CHATEAUGIRON
35082	COESMES
35088	CORPS-NUDS
35089	LA COUYERE
35108	ESSE
35136	JANZE
35140	LALLEU
35165	MARCILLE-ROBERT
35198	MOULINS
35204	NOUVOITOU
35218	LE PETIT-FOUGERAY
35220	PIRE-SUR-SEICHE
35239	RETIERS
35250	SAINT-ARMEL
35262	SAINTE-COLOMBE
35321	SAULNIERES
35322	LE SEL-DE-BRETAGNE
35333	LE THEIL-DE-BRETAGNE
35335	THOURIE
35343	TRESBOEUF